

FAISONS FRONT pour porter l'espoir

Où sont les augmentations significatives de salaire qui, seules, peuvent réellement provoquer la relance pour sortir de la crise ?

Où est le coup de pouce pour les services publics qui sont pourtant reconnus comme des outils efficaces pour atténuer les effets de la crise ?

Le Président de la République, encore et encore, refuse de prendre en compte les revendications pourtant unanimes des organisations syndicales.

Il préfère appliquer toujours les mêmes réponses qui ont montré leur nocivité au fil des ans. Et il veut profiter de la crise pour aller encore plus loin.

Il entend supprimer la taxe professionnelle. Cela représente, non pas 8, comme il l'a dit, mais 23 milliards d'euros de cadeaux dont les plus grands bénéficiaires seront toujours les mêmes.

Il distribue de l'argent à ses amis avec quelques recommandations verbales ou des contraintes ridicules face aux sommes engagées. Et il continue à vouloir serrer la vis de tous les autres.

Le monde qu'il nous prépare est un monde de récession, d'insécurité sociale, de misère.

Pour aujourd'hui, comme pour demain, pour l'avenir de nos enfants, il est grand temps de dire « stop ».

Des millions de salariés sont descendus dans la rue. Cela a commencé à faire bouger les lignes.

La droite peine de plus en plus à expliquer le bien-fondé de sa politique.

À gauche, à l'initiative des communistes, tous les partis se sont retrouvés pour apporter leur soutien à cette mobilisation.

Mais il faut plus. Dès l'automne, les communistes ont proposé un large front à gauche pour ouvrir une perspective politique et aller ensemble aux élections européennes. Ce front commence à prendre corps. Le mouvement social qui se développe y aide.

Une dynamique peut se créer. C'est d'elle que peut venir la surprise lors des élections du mois de juin. Elle peut bousculer en profondeur l'ensemble de la gauche et commencer à modifier la donne en Europe.

L'espoir est de ce côté-là.

SNCF : Un Budget à contre courant !

Le 29 janvier 2009, les salariés ont clairement exprimé les réponses attendues du gouvernement et du patronat pour faire face à la crise. L'emploi et le pouvoir d'achat sont au centre des inquiétudes de toute la société. La relance économique par la lutte contre le chômage et par la revalorisation des salaires sont deux axes essentiels de la plateforme revendicative des 12 Organisations Syndicales ayant appelé à la grève et aux manifestations.

C'est dans ce contexte que le Président de la SNCF a présenté son budget au CCE et au Conseil d'Administration de la SNCF. Ce budget a reçu la désapprobation de l'ensemble des représentants du personnel dans ces deux instances. Mais, à l'instar de Nicolas Sarkozy, Guillaume Pepy est resté campé sur ses positions et impose ses orientations budgétaires aux cheminots, aux usagers du rail et plus largement à tous les citoyens.

Les cheminots communistes vous proposent une analyse de ce budget et des conséquences induites par cette politique si ces orientations étaient maintenues.

Le projet « Destination 2012 » a comme trame de base d'augmenter de 50% le chiffre d'affaire et de multiplier par deux le résultat opérationnel courant (ROC) du Groupe à l'horizon 2012. C'est avec cette ambition que la Direction de la SNCF entend s'inscrire dans l'univers concurrentiel au détriment du service public. Ce sont ces orientations qui ont motivé des centaines de millions d'euros d'investissement dans des entreprises privées étrangères ou dans l'achat de la logistique d'IBM, plutôt que d'investir dans le développement du transport ferré public sur notre territoire.

Un budget bâti sur des incertitudes:

Dans un environnement fortement impacté par la crise, il est difficile de lire dans ce budget une réelle prise en compte du contexte.

En premier lieu, Les prévisions pour 2009 sont fai-

tes par rapport au 8 premiers mois de 2008, ce qui signifie que les 4 derniers mois de l'année les plus marqués par les effets de la crise ne sont pas pris en compte. Ensuite, il est bâti sur la perspective d'un redressement économique dès le 2ème semestre 2009, ce qu'aucun économiste n'ose envisager à ce jour.

Concernant le chiffre d'affaires, une progression de 4,8 % est envisagée, reposant essentiellement sur les activités voyageurs et infrastructures. La tendance à la baisse du Fret est toujours d'actualité et même plus importante qu'en 2008. VFE pourrait être très touché par la perte généralisée du pouvoir d'achat. L'Infra pourra difficilement tenir ses engagements au regard des multiples réorganisations qui se sont accompagnées d'une réduction drastique des effectifs. Ce qui signifie que seule la branche proximité présente une progression fiable puisqu'elle est relativement protégée par des conventions régionales à beaucoup plus long terme.

INVESTISSEMENTS : QUI NOUS MENT ?

François Fillon a rencontré les cheminots ; il a annoncé une hausse des investissements de l'Etat à hauteur de 400M€ supplémentaires dans le cadre du plan de relance. A la lecture du budget 2009, et en comparaison avec le budget 2008, il n'y a que 62M€ d'investissement supplémentaires.

Alors soit la Direction de la SNCF a menti et les investissements faits en 2008 sont plus faibles que ceux prévus, soit le Gouvernement a encore lancé des chiffres fallacieux pour faire taire les revendications.

Une chose est sûre, l'ensemble des investissements de la SNCF sont faits sur ses fonds propres, sur le dos des agents et sur la vente de notre patrimoine ; l'Etat poursuit sa stratégie de désengagement sur le service public ferroviaire et ne met pas un euro de plus dans le développement du ferroviaire en France.

Le Parti communiste au cœur des rassemblements populaires et citoyens pour changer les politiques en France et en Europe

☐ Je désire être informé-e des initiatives du Parti communiste français

☐ Je décide d'être membre du Parti communiste français

☐ Je verse € (Chèque à: Association de financement du PCF)

Prénom et nom

Adresse

Téléphone, courrier électronique

Renvoyer à : PCF, collectif cheminots 2 place du colonel Fabien 75019 Paris / T : 01 40 40 12 12 / @ : cheminots@pcf.fr

LA DETTE : les opérations financières du Groupe plombent les comptes

L'EPIC SNCF réduit encore sa dette de 141M€ toujours sur des ventes immobilières. Mais le Groupe voit sa dette progresser de 579M€ suite à l'ensemble des sommes mises dans les achats divers (ITL, NTV, Wilson, Geodis).

Nous pouvons donc affirmer que les opérations financières réalisées en 2008 n'ont absolument rien rapporté. Le retour d'investissement est nul.

A la SNCF aussi, la Direction fait payer la crise aux Cheminots et aux Usagers.

- Malgré la situation économique inquiétante que nous impose la sphère financière et patronale, en dépit des discours rassurants de Sarkozy et du patronat,
- malgré la situation de l'emploi en France,
- malgré l'impact économique sur la croissance et la baisse du pouvoir d'achat,

le budget présenté par le COMEX de la SNCF et par le Président Pepy est significatif du manque de considération que portent nos dirigeants aux salariés et à la population.

Alors que des centaines de milliards d'euros sont mis à la disposition des banques et des entreprises sans aucun contrôle : l'Etat réclame cette année encore 129M€ de dividendes au titre des résultats de 2008, rappelons que 131M€ ont été versés l'année dernière. De plus l'Etat comme en 2008, fait financer les tarifs sociaux par la SNCF à hauteur de 68,5M€ (66M€ en 2008).

Alors que les emplois sont supprimés par milliers sur le territoire, la SNCF envisage de réduire de 2600 emplois supplémentaires les effectifs de l'EPIC SNCF (4500 embauches contre 7100 départs prévus).

Alors que le pouvoir d'achat est en berne, la SNCF et le gouvernement font la promotion des heures supplémentaires payées et exonérées de charges et d'impôts ou des RTT rémunérées. Les conséquences de ces lois antisociales sont désastreuses. Les cheminots augmentent leur temps de travail et réduisent leur temps en famille pour essayer d'améliorer leurs conditions de vie. La Direction de la SNCF profite de cette aubaine, elle évalue à 743 embauches en moins les effets de ces lois. De plus, elle s'appuie sur l'augmentation globale de la masse salariale induite par ces réformes pour ne pas ouvrir de négociations salariales.

Relations avec RFF: la SNCF est encore la vache à lait.

La convention de gestion passée entre la SNCF et RFF a largement été commentée de façon négative par les organisations syndicales. Cette convention est bâtie sur une augmentation irresponsable de la productivité pour les agents de l'Infra et sur une rénovation bien en dessous des besoins du réseau. Une fois encore, c'est par une balance négative de près de 100M€ au détriment de la SNCF que cette relation contractuelle se traduit dans le budget.

Les choix budgétaires présentés par la SNCF vont à contre courant de l'histoire

Développement du Fret routier, dégradation du réseau ferré, inscription dans la course concurrentielle au détriment de l'intérêt des salariés et des citoyens, telle est la lecture analytique que nous pouvons faire du budget 2009. Il est de notre devoir de le combattre et de faire d'autres choix tant au niveau français qu'europpéen.

EXIGEONS D'AUTRES CHOIX :

La France comme toute l'Europe et le reste du monde, traverse une crise économique très grave et lourde de conséquences pour l'ensemble des citoyens.

Face à cette situation issue directement d'un système capitaliste inhumain et d'une politique libérale au service du grand patronat, des choix politiques s'imposent pour en sortir.

En matière de transport, le développement des services publics est un choix de société que nous avons le devoir de faire.

Le Parti Communiste Français fait la proposition d'un pôle public des transports avec des coopérations entre les entreprises ferroviaires historiques européennes, la mise en place d'une politique de transports intégrant la multi-modalité pour l'efficacité économique, mais aussi en réponse aux questions environnementales et sociales.

Après les droits de l'Homme, Hortefeux s'attaque au droit de grève :

Surfant sur l'hyper médiatisation des événements survenus en gare Saint-Lazare suite à l'agression d'un agent de conduite, aidés par la Direction de la SNCF qui a communiqué vers les usagers pour culpabiliser les cheminots et criminaliser l'action syndicale, les députés de l'UMP et le Ministre du Travail entendent réviser la loi du 21 août 2007 sur « le dialogue social et la prévention des conflits » pour durcir encore les modalités de grève dans le transport terrestre de voyageurs.

Réduire les libertés et tenter de remettre en cause le droit constitutionnel ne sont que des mesures liberticides. Seul un dialogue social de qualité et une reconnaissance objective des revendications des salariés pourront réduire la conflictualité au sein de la SNCF mais aussi dans toutes les entreprises.

« Ce n'est pas en cassant le thermomètre que l'on fait baisser la température ».

Nicolas Sarkozy lançait avec provocation en juin 2008 : « maintenant en France quand il y a grève personne ne s'en aperçoit ». Le 29 janvier dernier, l'Europe entière a mesuré le niveau de mécontentement des Français face à sa politique.

Dernières minutes

La SNCF déboutée

La SNCF a traduit en justice 13 agents de conduite en grève et les 3 organisations syndicales inscrites dans ce mouvement social de Nice. La SNCF entendait faire reconnaître illégitime les modalités d'action.

La SNCF a été déboutée par la justice, de plus les attendus du Tribunal accusent la SNCF de n'avoir pas volontairement utilisé les effectifs à disposition pour assurer le service minimum. On comprend mieux pourquoi Sarkozy et Dati veulent réduire par la loi l'indépendance de la justice.

Une victoire encourageante

Les 24 embauches de jeunes obtenus par les conducteurs de TER de la gare de Nice montrent que des victoires peuvent être arrachées à une direction SNCF dont l'objectif reste de supprimer des milliers d'emplois

Le chiffre

2,5 millions

C'est le nombre de manifestants dans les 195 cortèges organisés en France. Des chiffres équivalents à ceux de 2006 à l'apogée de la lutte contre le CPE, de 2003 sur les retraites et de 1995 contre le plan Juppé.

Plan de relance et Grenelle de l'environnement

Le plan de relance sera-t-il à la hauteur des objectifs de report modal et de réduction des émissions de CO2 fixés par le Grenelle de l'environnement ?

Le Premier ministre a détaillé les projets intégrés au plan de relance de l'économie. Les associations d'élus regrettent que l'État, qui s'engage à verser 400 M€ pour les infrastructures routières, ne fasse pas un effort comparable pour les transports collectifs de proximité, malgré les conclusions du Grenelle de l'environnement.

En effet, depuis plusieurs années, les réseaux de transports collectifs connaissent une hausse significative de leur fréquentation. Les collectivités territoriales doivent donc investir dans le matériel roulant (trains, métros, tramways, autobus et autocars) pour éviter la saturation des réseaux et améliorer la qualité des services offerte aux usagers.

Toutefois, leur situation financière actuelle (dotations de l'État en baisse) et leurs perspectives de recettes fiscales amoindries du fait de la crise ("menaces" sur le versement transport pour les agglomérations où la taxe professionnelle) ne leur permettent pas de réaliser tous les investissements nécessaires

Pourtant, un effort financier important de l'État offrirait, dès 2009, des perspectives commerciales aux constructeurs et à leurs sous-traitants, qui sont souvent les mêmes que dans l'industrie automobile.

Déclaration commune à gauche

11 organisations de gauche dont le PCF, le Parti de gauche, le PS, le MRC, le NPA et LO réunies à Paris le 3 février à l'initiative du PCF, ont adopté une déclaration commune de soutien aux mobilisations en cours et ont convenu de se revoir pour décider de la suite à donner à leur démarche en appui du mouvement social.